

preuve de l'accord, lettres missives, Cass. com., 10 mars 1992, note Rémy LIBCHABER	732
-------------------------------------------------------------------------------------------	-----

III. — Sociétés anonymes

• Cumul mandat social et contrat de travail, directeur général, suspension du contrat de travail, révocation, reprise d'effet du contrat de travail, obligation de la société de fournir un travail, non-respect de cette obligation, absence de motif autre que la révocation, licenciement abusif, Paris 27 févr. 1992, note Bruno PETIT	745
• Directeur général, administrateur, cessation des fonctions, révocation, convention contraire, nullité, Cass. com., 2 juin 1992, obs.	750
Emission d'obligations avec bons de souscription d'actions, demande en nullité de l'émission, nullité limitée aux bons (non), indivisibilité des titres émis, Cass. com., 15 juill. 1992, note Paul LE CANNU	752
• Emission d'obligations avec bons de souscription d'actions, demande en nullité de l'émission, bonne foi des tiers souscripteurs, intérêt des actionnaires minoritaires à agir en nullité, appréciation souveraine des juges du fond, Cass. com., 15 juill. 1992, note Paul LE CANNU	757

IV. — Sociétés civiles

• Sociétés civiles, associés, obligation au paiement des dettes sociales, condition, mesure d'exécution infructueuse, Cass. civ., 23 avr. 1992, note Bernard SAINTOURENS	763
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

V. — Associations

• Associations, activité économique (oui), réalisation de bénéfices (oui), activité concurrentielle, salarié, contrat de travail, clause de non-concurrence, validité (oui), Cass. soc., 4 mars 1992, note Sami CASTRO.	766
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

VI. — Bourse

• Commission des opérations de bourse, responsabilité, recours en indemnisation, compétence judiciaire, Trib. conf., 22 juin 1992, note Yves Guyon	774
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

VII. — Droit pénal des sociétés

• Sociétés, société anonyme, abus de biens sociaux, preuve, éléments obtenus par une visite domiciliaire, annulation de l'auto-	
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

sociétés en participation d'infirmiers, de masseurs-kinésithérapeutes, d'orthophonistes, d'orthoptistes, de pédicures-podologues et de diététiciens	807
— Décret n° 92-834 du 24 août 1992 relatif à la publicité des sociétés en participation des sages-femmes	807
— Décret n° 92-909 du 28 août 1992 relatif à l'exercice en commun de la profession de pharmacien, d'officine sous forme de société d'exercice libéral et modifiant le Code de la santé publique	807
— Décret du 15 septembre 1992 portant homologation du décret du 28 mars 1990 relatif au Conseil de discipline des organismes de placement collectif en valeurs mobilières	807
— Arrêté du 10 juin 1992 portant homologation du règlement n° 92-03 de la Commission des opérations de bourse portant modification des règlements n°s 90-02, 90-04, 90-06 et 90-08 de la Commission des opérations de bourse	808

V. — RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET DU SÉNAT, RÉPONSES AU NOM DE LA COMMISSION

Commissaires aux comptes : obligations du commissaire aux comptes en cas de non-respect par une société de la tenue de comptes consolidés	811
Commissaires aux comptes : limite à l'exercice à titre habituel et rémunéré d'une activité juridique	812
Scissions : conditions d'obtention de l'agrément ministériel pour l'application du régime de faveur des fusions (art. 210 A, CGI)	812
OPA : Offre publique d'achat et protection des minoritaires ...	813
Fondations d'entreprises, un GIE ne peut créer une fondation	814
Droit communautaire : non-transposition d'une directive et obligation du juge national en cas de litige opposant deux particuliers	815

VI. — BIBLIOGRAPHIE

Comptes rendus d'ouvrages	817
Bibliographie thématique : le contrôle communautaire des concentrations	819

Actualités bibliographiques : articles et notes de jurisprudence	822
Sélection d'ouvrages et de monographies	836
Informations	838

revue des sociétés

Sala	2
Estante	84
Tabla	

Sociétés en général, associés, parts, cession, cession de contrôle, clause de garantie du passif, interprétation, Paris 3 ^e Ch. sect. A, 22 sept. 1992.	799
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

IV. — LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION

— Décret n° 92-739 du 29 juillet 1992 relatif à l'exercice en commun de la profession de sage-femme sous forme de société d'exercice libéral	801
— Décret n° 92-740 du 29 juillet 1992 relatif à l'exercice en commun de la profession de chirurgien-dentiste sous forme de société d'exercice libéral	801
— Décret n° 92-741 du 29 juillet 1992 relatif à l'exercice en commun de professions para-médicales sous forme de société d'exercice libéral	801
— Décret n° 92-755 du 31 juillet 1992 instituant de nouvelles règles relatives aux procédures civiles d'exécution pour l'application de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution (<i>extraits</i>)	801
— Décret n° 92-764 du 3 août 1992 pris pour l'application à la profession de commissaires aux comptes de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé	804
— Décret n° 92-788 du 4 août 1992 pris pour l'application à la profession vétérinaire des dispositions de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé	805
— Décret n° 92-789 du 4 août 1992 pris pour l'application à la profession d'expert agricole et foncier ou d'expert forestier des dispositions de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ..	805
— Décret n° 92-816 du 17 août 1992 pris pour l'application de l'article 90 de la loi de finances pour 1992 relatif à la participation des salariés à la reprise de leur entreprise	805
— Décret n° 92-831 du 24 août 1992 relatif à la publicité des sociétés en participation de médecins	806
— Décret n° 92-832 du 24 août 1992 relatif à la publicité des sociétés en participation de chirurgiens-dentistes	806
— Décret n° 92-833 du 24 août 1992 relatif à la publicité des	

TABLES DES MATIÈRES

N° 4-1992 (*)

I. — DOCTRINE

- La responsabilité fiscale des dirigeants d'entreprises par Jean-Pierre LE GALL et Gauthier BLANLUET 669
- La notion d'appel public à l'épargne par Thierry GRANIER ... 687
- La responsabilité sans faute de l'associé majoritaire en Allemagne par Jean-Gabriel RECO et Albert SCHRÖDER 707

II. — JURISPRUDENCE COMMENTÉE

I. — Sociétés en général

- Sociétés, centre de formalité des entreprises, saisine, preuve, greffe du tribunal de commerce, inscription au registre du commerce et des sociétés, Cass. civ., 9 oct. 1991, note Dominique RANDOUX 717
- Sociétés, anciens dirigeants, cautionnement au profit d'une banque, information de la caution sur l'évolution du montant de la dette garantie, défaut d'information par la banque, sanction, Cass. com., 7 avr. 1992, note Dominique LEGEAS 722
- Commissaires aux comptes, révocation, remplacement par le commissaire aux comptes suppléant, suppléant président de la société de commissaires aux comptes révoqué, Cass. com., 28 janv. 1992, note Dominique VIDAL 727
- Dissolution, cause, dissolution judiciaire, mésentente entre associés, demandeur à l'origine de la mésentente, rejet, Cass. com., 16 juin 1992, obs. 731

II. — Sociétés à responsabilité limitée

- Sociétés à responsabilité limitée, parts sociales, cession, rapports entre les parties, cession parfaite dès l'accord de volontés,

(*) V. ci-après les tables générales de l'année 1992.

risation, portée, Crim. 30 sept. 1991, note Bernard BOULOC	778
• Sociétés en général, dirigeant, infraction commise dans l'exercice des fonctions, action en dommages et intérêts, action en responsabilité civile contre la société, distinction — Action civile, préjudice, préjudice direct, constatations nécessaires, note sous Cass. crim., 14 oct. 1991, note B. BOULOC	782

VIII. — Redressement et liquidation judiciaires

• Redressement et liquidation judiciaires, sociétés, dirigeants, comblement de l'insuffisance d'actif, insuffisance d'actif, contenu, frais de justice (non), Paris, 19 mars 1991, note Adrienne HONORAT	787
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

III. — SOMMAIRES DE JURISPRUDENCE

• Sommaires de jurisprudence par Yves Guyon	795
Bourse, offres publiques, contrôle conjoint, caractère impératif de la réglementation, droit Belge (Bruxelles, 17 ^e Ch. 6 août 1992)	795
Bourse, offres publiques, offre de retrait, prix, éléments de détermination (Paris, 1 ^{er} Ch., sect. CBV, 8 juill. 1992)	795
Groupement d'intérêt économique, partage de marchés publics, entente (oui), sanction, dissolution (non), Paris, 17 sept. 1992	796
Sociétés à responsabilité limitée, gérant, cessation des fonctions, révocation, condition de forme, décision collective des associés, ordre du jour (Versailles, 7 janv. 1992)	796
Sociétés en général, sociétés créées de fait, participation aux pertes, défaut (Paris, 15 ^e Ch. B, 29 mai 1992)	797
Sociétés en général, sociétés créées de fait se surajoutant à une société créée de droit (non), Paris, 1 ^{re} Ch. C, 12 mars 1992	797
Sociétés en général, dirigeants, responsabilité à l'égard des tiers, conditions (Com. 14 janv. 1992)	798
Sociétés en général, associés, parts, cessions, prix, détermination (Com. 19 mai 1992)	798
Sociétés en général, représentation, gérant, décès, commandement de payer, nullité (Civ. 3 ^e , 25 mars 1992)	799
Sociétés en général, principe majoritaire, juge, contrôle de la régularité des décisions (oui), contrôle de l'opportunité (non) (Versailles, 13 ^e Ch. 7 juill. 1992).	799